



La Commune



Scènes de débâcle en France

Sommes-nous revenus au temps des Misérables de Victor Hugo ou de Sans Famille d'Hector Malot ? Lundi 21 novembre 2016, le tribunal correctionnel de Toulouse, a condamné un homme de 22 ans à trois mois de prison ferme après le vol d'une bûche de fromage de chèvre. Déjà, en mai, un SDF de 18 ans avait été condamné pour avoir volé des pâtes, au domicile d'une personne à Figeac (Lot) 1. Ces hommes avaient tout simplement le ventre vide. Cela se passe en France, sous le règne finissant d'un président déchu avant terme.



Il règne, dans ce pays, comme une atmosphère de Restauration. Tous les signes des temps deviennent des signes d'explosion. La Justice en est réduite à punir de simples actes de survie, de simples actes syndicaux, de simples manifestants. Sans ciller, le nouveau Premier ministre, simple président d'un conseil d'administration temporaire, peut déclarer qu'il n'y aura aucune augmentation du SMIC en 2017. Et ce conseil d'administration, tout en expédiant les affaires courantes, annonce que l'état d'urgence sera prolongé jusqu'au 15 juillet 2016. Ces gens-là, décideurs d'aujourd'hui ou hommes de la relève, demain, tireront donc sur la corde jusqu'à ce qu'elle lâche.

La machinerie électorale

Les conséquences politiques de ces actes sont considérables : Sarkozy, Juppé puis Hollande sont d'ores et déjà déchus. La Belle alliance populaire annonce déjà la mort du *PS* et la France Insoumise préfigure celle du *PCF* dont la colonne vertébrale est brisée.

La Belle alliance populaire, inventée par le sieur Cambadélis, devait fondre en un seul « mouvement », le *PS*, le groupuscule « radical de gauche » et les *Verts* « gouvernementaux ». De fait, les « radicaux de gauche » s'en sont déjà détachés en annonçant la candidature de Sylvia Pinel aux présidentielles. Quant à Macron, il s'est éclipé du gouvernement en septembre et a mis en route son écurie « En marche ».

Toute la machinerie électorale s'est déréglée. Le gouvernement Hollande-Valls s'est brisé sur le mur de la résistance à la loi Travail. Cette loi à laquelle ce gouvernement tenait plus qu'à la prunelle de ses yeux. Les conditions désastreuses qui ont présidé à l'adoption de cette loi a conduit à un bras de fer entre le chef de l'État et son Premier ministre. Et, pour la première fois dans La vie de la V^e république, le président en exercice ne briguera pas un nouveau mandat. Il devient ainsi une sorte de président par intérim, nanti d'un nouveau Premier ministre chargé d'expédier les affaires courantes avant « la relève ».

Des cliques et des claques

Quant à la pré-sélection de Fillon, elle n'était pas prévue au programme. Face à Sarkozy, Juppé incarnait l'union nationale, le consensus au sommet avec tout ou partie des restes de « la gauche » comme moyen de pousser les feux des réformes. Par médias interposés, les cercles dirigeants du capital financier misaient sur ce cheval de retour. La déchéance accélérée de Sarkozy, rattrapé à grande vitesse par les affaires, a donné prise à « l'ascension » rapide de Fillon. Et celui-là a promis d'en découdre en frappant vite et fort pour briser d'un coup sec et une bonne fois pour toutes qu'il est convenu d'appeler le modèle social, quitte à passer sur le corps des syndicats. Quel est la part de volonté politique ? Quelle est la part de bluff ? Nous verrons bien. Bien des commentateurs considèrent que la crise du clan *Les républicains* est circonscrite. Elle entre, au contraire, dans une nouvelle phase. Tout d'abord, élu grâce au désistement de Sarkozy, il doit composer avec sa clique. Écartant de son staff les soutiens de Juppé, ceux-ci risquent de se laisser dériver vers une candidature de la droite centriste ou vers Macron. LR sera désormais plus tiraillé que jamais entre le « centre-droit » et le *FN*. Fillon devra sans cesse tenter de rétablir un semblant d'équilibre au sein de sa formation politique.

Le front du refus

Les événements du printemps dernier leur inspire à tous une peur rétrospective, en ceci que les directions syndicales *CGT* et *FO* ont eu toutes les peines à contenir cette poussée des masses, tout comme elles peinent aujourd'hui à contenir les grèves qui éclatent en ce moment dans des sites *SNCF*, dans des secteurs de *la Poste*, dans les hôpitaux. Ce front du refus pour défaire la loi El Khomri a empêché les chefs confédéraux *CGT* et *FO* de négocier les contours et les annexes de cette loi scélérate.

Les histrions, pré-candidats ou candidats croient tenir le devant de la scène. Certains, comme Macron multiplient les déclarations obscènes contre les conditions de travail et de vie. D'autres se dévoilent chaque jour un peu plus comme des bonimenteurs soudainement « anti-système ». Dans leur masse, les gens considèrent leur farce électorale d'un regard tout à la fois goguenard et révolté. Ils n'attendent pas le verdict faussé des urnes pour se regrouper et se défendre, avec leurs syndicats.

Daniel Petri,
10-12-2016

1. http://www.normandie-actu.fr/homme-condamne-prison-ferme-pour-avoir-vole-fromage-parce-que-faim-toulouse_243850/

Modifié le dimanche 11 décembre 2016

Voir aussi dans la catégorie **Chroniques d'une chute de Régime**



« Bonjour Jean-Luc, c'est Arnaud Montebourg »

C'est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Une campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste... »



De l'état d'urgence sanitaire à l'État policier

État d'urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l'unique ordonnance que Macron et son... »



2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre... »



Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité, allocation spécifique de de... »



Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd'hui va au-delà de l'avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C'est de son autorité politique et de sa capacité à... »



Ce qui se dessine

Où l'on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffe avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l'on voit la cote de... »